

[LE MARCHÉ DU LUNDI]

7 NOVEMBRE 2022

ecofi Actifs pour le futur

François LETT

Directeur du département éthique et solidaire

Faut-il avoir peur de la politisation de l'ESG ?

La cause semblait entendue. L'Investissement Socialement Responsable (ISR) – dans le jargon qu'affectionnent tant les financiers – avait atteint, après un quart de siècle de développement le Graal en devenant « mainstream ». Ce qui signifie que quasiment toutes les sociétés de gestion analysent dorénavant leurs investissements à l'aune de l'ESG (Environnement, Social et Gouvernance) et que Larry Finck CEO de BlackRock, le plus gros asset manager mondial, délivre depuis deux ou trois ans de brillants éditoriaux et discours sur tous les avantages en termes de risques et d'opportunités à l'intégration de l'analyse extra-financière dans les décisions d'investissement.

A l'autre bout de la chaîne, les investisseurs s'arrachent les cheveux à essayer d'interpréter les centaines de pages des nouvelles réglementations, notamment européennes, sur les obligations de reporting extra-financier (Disclosure) et les classifications des secteurs « verts » (Taxonomie). Et, comme tout change pour que rien ne change, les fournisseurs de données et les consultants se délectent déjà des bonnes affaires à venir. Ce destin de l'ISR, que l'on s'imaginait rectiligne, est cependant remis en cause à l'approche des élections américaines de mi-mandat stigmatisées par le nouveau cri de ralliement du camp républicains : sus à l'ESG !

Le trésorier général de l'Utah, Marlo Oaks, parle par exemple d'une « culture d'éradication des entreprises ». Elon Musk, fondateur de Tesla, a déclaré à ses 94 millions de followers sur Twitter que « l'ESG est une escroquerie », faisant suite à un tweet de mars dans lequel il qualifiait cette pratique de « diable incarné ». Derrière cette rhétorique se cachent des ambitions conçues pour briser l'élan de l'une des initiatives les plus réussies de ces dernières années, qui représente aujourd'hui 35 000 milliards de dollars au niveau mondial. Si ces diatribes deviennent convaincantes, l'ESG s'enfermera dans des guerres culturelles, et affaiblira la détermination des grands gestionnaires d'actifs à agir sur le changement climatique et d'autres grandes problématiques de société.

L'augmentation du prix du gaz et de l'énergie provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie permet aux opposants de lier l'ISR, qui a conduit à l'exclusion ou à la sous-pondération de l'énergie fossile dans ses investissements, à la mauvaise performance financière relative de ses portefeuilles qui irait même jusqu'à remettre en cause la notion chère aux américains de « responsabilité fiduciaire ».

Au niveau des États, les gouverneurs républicains et d'autres responsables trouvent de nouveaux moyens d'empêcher certains gestionnaires de travailler pour l'État, notamment de gérer les fonds de pension et les émissions obligataires, si elles appliquent les principes ESG à d'autres parties de leurs portefeuilles.

L'agence de notation S&P a également été critiquée pour avoir utilisé des informations ESG pour évaluer la dette municipale. En Virginie occidentale, le trésorier général M. Moore a demandé à l'agence de notation de supprimer les facteurs ESG de son système d'évaluation. Son État a obtenu un score social négatif et un score environnemental modérément négatif, signalant un risque plus élevé que la grande majorité des États, qui sont notés neutres. « Le mouvement ESG n'est rien d'autre qu'une pente glissante. », a déclaré M. Moore, avertissant que les États seront contraints de « plier le genou devant les capitalistes pervers ou de subir un préjudice financier. ».

Malheureusement, cette pression politique ne reste pas sans influence. BlackRock a récemment envoyé une lettre au contrôleur de l'État du Texas, réfutant l'affirmation selon laquelle la société boycotte les industries pétrolières et gazières, et L. Fink a clairement signifié qu'il s'opposait au désinvestissement des sociétés des combustibles fossiles. La société a également déclaré cette année qu'elle ne soutiendrait pas autant les efforts des actionnaires visant à pousser les entreprises à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2021.

On en revient à la « tragédie des horizons » chère à Mark Carney, l'ancien gouverneur de la Banque centrale anglaise : l'ISR est adapté à une vision de long terme de l'investissement qui intègre, par exemple, que la part du fossile dans l'énergie doit passer du taux actuel de 80 % à 20 % en 2050 pour respecter l'Accord de Paris. Enfin pour être plus crédible même s'il s'y emploie, l'ISR doit accélérer pour dépasser la notion de scoring ESG et apporter la preuve matérielle de son impact.

Document non contractuel. Le présent document contient des éléments d'information, des opinions et des données chiffrées qu'Ecofi considère comme exacts ou fondés au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier du moment. Il est produit à titre d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée.

#ISR



CE DESTIN DE L'ISR, QUE L'ON S'IMAGINAIT RECTILIGNE, EST CEPENDANT REMIS EN CAUSE À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS AMÉRICAINES DE MI-MANDAT STIGMATISÉES PAR LE NOUVEAU CRI DE RALLIEMENT DU CAMP RÉPUBLICAINS : SUS À L'ESG !



[Rdv ce mercredi !]

Ne ratez pas le webinar avec nos experts mercredi 9 novembre à 11h00 :

La thématique développement durable sous pression : le scénario d'Ecofi pour cette fin d'année.

Actions & développement durable : alléger, conserver ou renforcer ?

Pour le savoir, inscrivez-vous ici

